

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 30 avril 2025

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 25-248

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACOSTE OPÉRATIONS

25, Rue Jules Didier
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 avril 2025 dans l'établissement LACOSTE OPÉRATIONS implanté 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 06 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'identification de la présence de substances PFAS et AOF lors des campagnes de mesures de 2024, l'exploitant devait mettre en œuvre des actions pour identifier l'origine de cette présence, puis la réduire voir la supprimer. Par conséquent, dans le cadre de l'action nationale 2025 PFAS, l'inspection a programmé une visite le 10 avril 2025.

L'établissement consommant plus de 10 000 m³ d'eau/an et étant soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restrictions en période de sécheresse, la visite d'inspection a également porté sur la gestion de l'eau et la bonne application de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOSTE OPÉRATIONS
- 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPÉRATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

Suite à la mise en œuvre des campagnes de mesures PFAS dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, un arrêté préfectoral complémentaire a été pris en date du 20 août 2024 afin d'encadrer les mesures à prendre dans l'objectif de réduire ou de supprimer ces rejets.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
1	Identification des origines des émissions d'AOF	AP Complémentaire du 20/08/2024, article 3.1	Demande d'action corrective	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réduction/suppression des émissions en AOF	AP Complémentaire du 20/08/2024, article 3.2	Sans objet
3	Suivi des émissions	AP Complémentaire du 20/08/2024, article 3.3	Sans objet
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 4.1.1.2 partiel	Sans objet
5	Soumission Arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
6	Exemption à l'AM du 30/06/2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3.2	Sans objet
7	Améliorations / Investissements liés à la gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la présence de PFAS dans les eaux brutes entrant dans le process de fabrication lors des analyses réalisées en décembre 2024 et mars 2025. Les deux substances identifiées ne sont toutefois pas retrouvées dans le rejet des eaux de process aux mêmes dates d'analyses.

Au vu de ce constat, il convient que l'exploitant poursuive la surveillance des PFAS dans son rejet ainsi que sur les eaux brutes prélevées dans la nappe souterraine.

Concernant le volet sécheresse et gestion de l'eau, il est constaté que les volumes consommés sont inférieurs au volume autorisé et que l'établissement est bien soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2023. Toutefois au regard des constats émis, l'exploitant répond aux critères d'exemption prévus à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Il est de ce fait non soumis aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté susvisé.

Il est noté que l'activité présente peu de leviers pour réduire ses consommations en période de sécheresse hormis une réduction de production et un arrêt de l'activité sur 3 à 4 semaines, pour congés annuels en août (mois propice à une période sécheresse).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des origines des émissions d'AOF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2024, article 3.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des origines des émissions d'AOF
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les origines possibles de ses émissions en AOF, en menant les actions suivantes dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none">• vérification de l'exactitude des résultats renseignés dans GIDAF suite aux campagnes menées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;• recherche du lien entre le rejet et l'activité pendant les périodes de mesures ;• vérification de la présence de PFAS/AOF dans l'eau prélevée ;• vérification de la cohérence entre les concentrations en AOF et en PFAS. Le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">* recherche de la cause de la présence de fluor organique ;* réalisation d'analyses complémentaires (autres PFAS, autres substances fluorées, autres méthodes...) ;• toute autre action permettant de comprendre la raison des teneurs en AOF relevées dans ses rejets aqueux. Les éléments et les conclusions des actions détaillées dans le présent article sont transmis à l'inspection des installations classées dans le même délai de 1 mois
Constats : L'exploitant indique qu'il a de nouveau interrogé ses fournisseurs sur la présence éventuelle de PFAS dans les produits utilisés dans son process. L'ensemble des fournisseurs ont attesté par courrier ne pas leur commercialiser de produit pouvant contenir de PFAS ou ne pas y avoir ajouté intentionnellement des substances PFAS. L'exploitant précise également qu'il est soumis au certificat GOTS et doit répondre à la réglementation REACH. De plus, il indique ne pas utiliser de produit pouvant contenir naturellement des PFAS tels que les imperméabilisants, lubrifiants. Dans les diverses actions entreprises par l'exploitant, des analyses sur les tricots non traités ont été réalisées (recherche du « total Fluorine content »). Il n'a pas été mis en évidence la présence de PFAS ni d'AOF dans ces tricots. La société LACOSTE dispose d'un forage dans lequel est prélevée l'eau de la nappe (craie du senonais) qu'il adoucit avant utilisation dans son process. L'eau adoucie passe par une cuve tampon (600 m ³) avant d'être envoyée en production. Le forage présente une profondeur d'environ 12 m mais l'exploitant précise que la hauteur de la nappe est plus haute et est parfois à 2 m. De ce fait, des analyses ont également été réalisées sur l'eau de forage et l'eau adoucie. Les premières analyses ont été lancées en mai 2024 pour la recherche d'AOF mais ces dernières n'ont pas mis en évidence la présence d'AOF. De part des résultats « aléatoires » l'exploitant n'a pu mettre en évidence les raisons des teneurs en AOF dans ses rejets. De nouvelles mesures ont été réalisées sur l'eau brute en décembre 2024 et mars 2025. Ces mesures ne présentent pas d'AOF mais mettent en évidence la présence de deux substances PFAS : PFHxS à des concentrations de 0,019 et 0,029 µg/l et le PFOS à 0,03 et 0,033 µg/l. La substance PFHxS est la même substance retrouvée dans le rejet lors de la 2ème campagne réalisée en janvier 2024, avec une concentration de 0,024 µg/l. Au vu des concentrations qui sont faibles lorsqu'il y a détection de ces substances, notamment dans l'eau brute mais qui est absente dans le rejet, il peut être supposé qu'il y a un phénomène de dilution au cours du process rendant les PFAS non détectables dans le rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard de ces éléments, il convient que l'exploitant poursuive la surveillance de l'eau brute en recherchant la présence de PFAS et AOF pendant au minimum un an. Il convient que ces analyses soient réalisées en même temps que le suivi du rejet afin de pouvoir établir une éventuelle corrélation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Réduction/suppression des émissions en AOF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2024, article 3.2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réduction/suppression des émissions en AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant détermine les actions soutenables sur un plan technico-économique qu'il peut mettre en place pour supprimer, ou à défaut, réduire la présence d'AOF dans ses rejets aqueux.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées des actions retenues et de leur échéancier de mise en œuvre dans le même délai de 2 mois.</p> <p>La liste non exhaustive suivante donne des exemples d'actions sur lesquelles l'exploitant peut mener ses réflexions :</p> <ul style="list-style-type: none">• remplacement des matériels ou machines pouvant générer des rejets d'AOF ;• substitution de produits ou de substances dans le procédé de fabrication ;• mise en place de traitement supplémentaire des effluents (par exemple, charbon actif, résine échangeuse d'ions...) ;• captage à la source des rejets problématiques pour stockage en attente d'un traitement adapté.
<p>Constats :</p> <p>Au regard des éléments présentés par l'exploitant au point précédent, ce point n'a pas fait l'objet d'investigation supplémentaire le jour de la visite.</p> <p>En effet, pour le moment il n'a pas été mis en évidence le besoin de mettre en place un dispositif de traitement des PFAS sur le point de rejet puisque les dernières analyses montrent l'absence de PFAS.</p> <p>Toutefois l'exploitant doit garder un regard attentif et réactif sur les résultats issus de la surveillance mise en place sur son rejet. En cas de nouvelle présence d'AOF et/ou PFAS dans son rejet, il devra reconsidérer ce positionnement et proposer des solutions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2024, article 3.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Suivi des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de vérifier l'efficacité des actions engagées sur l'évolution des rejets en AOF, l'exploitant met en place une surveillance à fréquence trimestrielle de ses émissions au niveau du point de rejets objet des trois campagnes d'analyses initiales, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (recherche du paramètre AOF, des 20 PFAS obligatoires, des PFAS mentionnés dans l'inventaire prévu par l'article 2, laboratoire accrédité, respect des limites de quantification...).</p> <p>Les résultats de cette surveillance sont renseignés sous GIDAF avant la fin du mois qui suit les prélèvements.</p> <p>Cette surveillance est applicable dès la notification du présent arrêté et est poursuivie à minima 2 ans après la mise en œuvre par l'exploitant des actions de réduction et de suppression visées à l'article 3.2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une surveillance trimestrielle en son point de rejet pour la recherche du paramètre AOF et des 20 PFAS obligatoires.</p> <p>Les mesures ont eu lieu en septembre 2024, décembre 2024 et mars 2025.</p> <p>Les résultats obtenus montrent la présence de la substance PFHxS à une concentration de 0,03 µg/l uniquement en septembre. Concernant la présence d'AOF, seule la mesure de décembre présente une détection à 2,1 µg/l (contre 51 µg/l lors de la seconde campagne en janvier 2024).</p> <p>Il est noté que la substance PFHxS est également identifiée dans l'eau brute lors des mesure en décembre 2024 et mars 2025.</p> <p>Au regard de ces résultats, il convient de maintenir une surveillance trimestrielle au point de rejet de l'installation pour la recherche de PFAS et AOF. Ce suivi est réalisé en parallèle de la surveillance sur l'eau brute. Comme précisé au point précédent, en cas de nouvelle détection de PFAS et/ou AOF, l'exploitant devra étudier les piste à mettre en œuvre pour réduire, voir supprimer les émissions de PFAS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 4.1.1.2 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des prélèvements

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Réseau public

consommation maximale annuelle : 1 000 m³

débit maximal journalier : 2 m³

Eaux souterraines

consommation maximale annuelle : 340 000 m³

Débit maximal horaire : 100 m³

Débit maximal journalier : 2 000 m³

[...]

Constats :

L'eau entrant dans le process provient du forage. Elle doit être la plus pure pour une bonne compatibilité avec la production. De ce fait, l'eau est adoucie et décarbonatée après pompage.

L'atelier le plus consommateur en eau est l'activité teinture (nettoyage du tissus, essorage/séchage, trempage avec renouvellement de bain, nettoyage et rinçage des machines).

L'exploitant a présenté ses diverses consommations depuis 2018 :

Années	Volumes consommés (m³)	Tonnage produits traités (tonnes)
2018	272172	1640
2019	260000	1416
2020	180872	1002
2021	198956	1225
2022	215636	1351
2023	200523	1231
2024	186402	1162

Les consommations présentées par l'exploitant respectent le volume autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Soumission Arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Volume annuel prélevé
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Au regard des volumes présentés par l'exploitant au point précédent, la société LACOSTE est soumise à l'arrêté ministériel du 20/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exemption à l'AM du 30/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exemption
Prescription contrôlée : Article 3-2° : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : <ul style="list-style-type: none">• captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées [...]• captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;• alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;• transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;• production, distribution et cogénération d'électricité ;• production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L.211-2 du code de l'énergie ;• production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;• collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;• nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissement de santé ; 2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023 Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018. [...]

Constats :

L'exploitant met en évidence une réduction de sa consommation d'eau depuis 2018 d'environ 30% et demande, de ce fait, à être exempté des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté susvisé.

Après analyse des volumes communiqués par l'exploitant, il est bien constaté une baisse de la consommation d'eau sur la période de 2018 à 2024 de l'ordre de 31 %. L'exploitant indique avoir mis en œuvre certaines mesures visant à réduire ses consommations. Ces mesures sont notamment le changement de certaines machines consommant moins d'eau, moins d'ordonnancement de grosses séries (gros volume), des rapports de bain plus courts. L'exploitant précise que ce type d'ordonnancement ne peut pas se faire en continu et que cela dépend des commandes.

Au regard de ces éléments, l'exploitant répond aux critères d'exemption prévus à l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Améliorations / Investissements liés à la gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6

Thème(s) : Risques chroniques, Evolutions – Améliorations – Investissements – Gestion de l'eau

Prescription contrôlée :

La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

Constats :

En complément des mesures mises en œuvre présentées au point de contrôle n°6, l'exploitant indique que la gestion de l'eau est suivie et pilotée au niveau du groupe LACOSTE avec un objectif défini en 2019 de réduire leur consommation en eau de process de 20 %.

L'exploitant indique avoir atteint cet objectif pour le site de St André les Vergers avec une diminution de 30 % de sa consommation d'eau en 2020 par rapport à 2019.

L'exploitant précise qu'une démarche globale est en place afin de connaître et maîtriser leurs consommations en eau de process avec pour objectif de définir au mieux un projet de réutilisation d'eaux usées dans leur process, pour tendre vers une réutilisation à 70 % des eaux usées. A ce titre, un bureau d'étude travaille sur le projet avec une échéance fin 2026 pour sa mise en œuvre. L'exploitant a également indiqué que le bureau d'étude doit intégrer dans le projet le traitement PFAS et H₂S.

En parallèle, l'exploitant travaille également sur son process et les colorants utilisés. Certains colorants ont des propriétés pour une meilleure fixation et nécessitent moins d'eau. Toutes nouvelles machines installées présentent une légère diminution de la consommation d'eau de par les tuyauteries qui sont incluses dans la machine (moins de longueur de tuyauterie et par conséquent moins d'eau).

L'exploitant précise qu'en cas de déclenchement de sécheresse, peu de leviers peuvent être mis en place pour réduire sa consommation. En effet, le process de production ne présente pas d'étape permettant de réduire la consommation d'eau hormis un allègement du nettoyage ou de réduire la production.

Il est noté que l'établissement stoppe son activité pour congés durant 3 à 4 semaines en août, période propice pour une sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite